



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 05/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SARL Pierre FOURNET et Fils**

180 Rue Saline - SAINT BLAISE  
88420 Moyenmoutier

Références : S-24-364RP

Code AIOT : 0006206382

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement SARL Pierre FOURNET et Fils implanté 180 Rue Saline - SAINT BLAISE 88420 Moyenmoutier. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de sa procédure de cessation d'activité, l'exploitant a souhaité une rencontre sur site afin d'avoir l'avis de l'inspection sur les démarches à mettre en œuvre compte tenu des résultats du diagnostic initial de pollution des sols.

Le référentiel réglementaire utilisé pour le contrôle est le code de l'environnement, articles R. 512-39 à R. 512-39-6 relatifs à la mise à l'arrêt définitif et remise en état d'une installation soumise à autorisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL Pierre FOURNET et Fils
- 180 Rue Saline - SAINT BLAISE 88420 Moyenmoutier
- Code AIOT : 0006206382
- Régime : Autorisation – En cessation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SARL Pierre FOURNET et Fils est autorisée par arrêté préfectoral n°23/62 du 15 juin 1962, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°1341/2014 du 18 juillet 2014, pour ses activités de transit, regroupement, tri de métaux et de déchet dangereux (batteries).

### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Attestation mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 I	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 I	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 II	Sans objet
4	Usage futur du site	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-39-2	Sans objet
6	Réalisation des travaux de réhabilitation	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé la procédure de cessation d'activité conformément aux prescriptions du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Notification cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification au préfet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

**Constats :**

Les installations de stockage de déchets sont visées à l'article R. 512-35.

Par courrier en date du 28 juin 2023, l'exploitant a notifié au préfet sa cessation d'activité au 31 décembre 2023.

Au courrier sus-visé est joint un rapport de notification de cessation de l'APAVE dans lequel sont listées les parcelles cadastrales du site d'exploitation : 210, 211, 913, 1096, 1097, 1514 et 1516 - section 0A de la commune de MOYENMOUTIER.

Le présent rapport de visite vaut récépissé de la notification de cessation d'activité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 II

**Thème(s) :** Situation administrative, Mesures prises ou prévues

**Prescription contrôlée :**

La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

**Constats :**

Le rapport de notification de cessation de l'APAVE précise les mesures prévues pour assurer la mise en sécurité du site lors de la mise à l'arrêt définitif des installations au 31 décembre 2023, dont la baisse progressive des quantités de déchets stockés, la limitation d'accès au site et la suppression des risques d'incendie et d'explosion.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Attestation mise en sécurité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-1 III

**Thème(s) :** Situation administrative, ATTES SECUR

**Prescription contrôlée :**

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Au jour de la visite, l'inspection constate les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1 :

- la gestion des déchets : tous les déchets liés à l'activité du site ont été évacués, y compris les cuves de fuel enterrées de l'ancien poste de distribution. Toutefois sur le sol nu, un mélange de divers déchets (métal, roches, plastiques, ...) plus ou moins compacté est présent sur quasiment l'ensemble de la surface du site ;

- interdictions ou limitations d'accès : l'entrée du site (côté route) est protégée par un mur et deux portails. Le site d'exploitation est situé entre deux maisons d'habitation occupées par les représentants de la société. Le bornage des parcelles est en cours afin d'édifier une clôture sur tout le périmètre du site ;
- suppression des risques d'incendie et d'explosion : l'alimentation électrique du site est coupée et les déchets dangereux, dont les batteries, ont été évacués ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement : l'exploitant a remis à l'inspection le diagnostic initial de pollution des sols réalisé par l'APAVE et qui porte sur 12 sondages sols (19 échantillons). Compte tenu des anomalies mises en évidence sur l'ensemble des échantillons, des investigations complémentaires sont à réaliser sur les eaux souterraines.

L'attestation SECUR sera établie après la mise en place du réseau piézométrique (et réalisation de la première campagne d'analyses) et de la clôture du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre l'attestation SECUR à l'inspection.

Le mémoire de réhabilitation visé à l'article R. 512-39-3-I et objet du constat n° 5 suivant devra prévoir les mesures propres à assurer la gestion des déchets mélangés au sol.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Usage futur du site

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-39-2

**Thème(s) :** Situation administrative, Proposition de l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

I. Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III. A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

[...]

**Constats :**

L'usage futur du site en cas de cessation d'activité n'est pas déterminé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 23/62 du 15 juin 1962 modifié.

Au moment de la notification de la cessation d'activité (cf. constat 1), l'exploitant, propriétaire du site, a transmis au Maire de MOYENMOUTIER par courrier en date du 27 juin 2023 sa proposition d'usage futur : usage résidentiel.

Par courrier en date du 07 juillet 2023, le maire a émis un avis favorable à la proposition de l'exploitant sous réserve que toutes les mesures soient prises afin d'assurer la sécurité du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mémoire de réhabilitation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-3 I

**Thème(s) :** Situation administrative, Contenu du mémoire et ATTES MEMOIRE

**Prescription contrôlée :**

I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment :

1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;

2° Les objectifs de réhabilitation ;

3° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion des milieux ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

[...]

Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

[...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs.

[...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Compte tenu des résultats du diagnostic initial de pollution des sols (cf. constat 3) qui nécessitent des investigations complémentaires, l'exploitant n'est pas en mesure de transmettre le mémoire de réhabilitation dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif.</p> <p>Afin d'établir le plan de gestion des pollutions mises en évidence, il convient de prendre en compte les résultats des deux campagnes d'analyses des eaux souterraines qui seront réalisées en période de basses eaux et hautes eaux.</p> <p>Aussi, le service de l'inspection propose d'accorder un délai supplémentaire de 6 mois pour la réalisation du mémoire de réhabilitation, soit au plus tard le 31 décembre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra le mémoire de réhabilitation, accompagné de l'attestation MEMOIRE, dans le délai prévu, le cas échéant prolongé sur décision de Madame la Préfète.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 9 mois</p>

#### N° 6 : Réalisation des travaux de réhabilitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3 III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ATTES TRAVAUX</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection informe l'exploitant qu'à l'issue des travaux de réhabilitation du site pour un usage résidentiel, une attestation TRAVAUX devra être réalisée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>